

PROCES-VERBAL BUREAU COMMUNAUTAIRE

Lundi 4 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes

Foyer André Clément à COLLIAS

L'an deux mille vingt-trois et le quatre décembre à dix-huit heures trente, le Bureau de la Communauté de communes du Pont du Gard, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi au Foyer André Clément à Collias sous la présidence de Pierre PRAT, Président de la Communauté de communes du Pont du Gard.

PRESENTS : Pierre PRAT, Jean-Jacques ROCHETTE, Louis DONNET, Martine LAGUERIE, Thierry BOUDINAUD, Fabrice FOURNIER, Philippe MARCHESI, Thierry ASTIER, Jean-Marie MOULIN, Didier GILLES, Laurence TRAPIER et Olivier SAUZET.

ABSENTS MAIS AVAIENT DONNE PROCURATIONS : Numa NOEL à Olivier SAUZET, Murielle GARCIA-FAVAND à Louis DONNET.

ABSENTS ou EXCUSES : Muriel DHERBECOURT et Elisabeth VIOLA.

MAIRES PRESENTS : Jonathan PIRE, Éric TREMOULET et Nicolas CARTAILLER.

MAIRES EXCUSES : Pascale PRAT et Liliane OZENDA.

Election d'un secrétaire de séance en application de l'article L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) :

Il a été procédé, conformément à l'article L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du bureau : M. Jean-Marie MOULIN ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a acceptée.

Approbation du procès-verbal du Bureau communautaire en date du 18 septembre 2023 :

Le procès-verbal de la séance en date du 18 septembre 2023 n'a appelé aucune observation de la part des élus communautaires présents et a été approuvé à l'unanimité.

DELIBERATIONS

DEB-2023-024 : Demande de subvention auprès de la caisse d'allocations familiales (CAF) au titre du fonds de modernisation des établissements (FME) pour la réalisation de travaux de rénovation au sein des structures petite enfance

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pont du Gard,
Vu la délibération du Conseil communautaire n° DE-2021-029 en date du 14 juin 2021 portant modification de délégation de pouvoir au Président et aux membres du Bureau et donnant délégation au Bureau pour solliciter les subventions auprès des organismes financeurs et autoriser la signature des conventions de financement afférentes,
Considérant qu'il convient de réaliser des travaux de rénovation au sein des structures de la petite enfance.

La Vice-Présidente expose aux membres de l'assemblée communautaire que la Communauté de communes du Pont du Gard souhaite solliciter une aide financière de la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour la réalisation de travaux de rénovation au sein des structures petite enfance.

Il est donc proposé aux membres de l'assemblée communautaire de solliciter la subvention auprès de la CAF au titre du fonds de modernisation des établissements (FME) comme suit :

Dépenses	Montant en € HT	Recettes	Montant en € HT
<u>Vers</u> : Cheminement PMR / Parking	24 000,00 €	Caisse d'allocations familiales (CAF) (80,00 %)	63 552,00 €
<u>Collias</u> : Salle de repos personnel et parking	24 000,00 €	Autofinancement (20,00 %)	15 888,00 €
<u>Estézargues</u> : Espaces verts, revêtement sol souple entrée VMC buanderie	15 640,00 €		
<u>Montfrin</u> : Aménagement extérieur	6 010,00 €		
<u>Remoulins</u> : Motionsation portail, éclairage extérieur et réfection sol souple	9 790,00 €		
Total	79 440,00 €	Total	79 440,00 €

Le bureau communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité.

- **DECIDE** de solliciter une subvention auprès de la CAF au titre du fonds de modernisation des établissements (FME) pour le financement de la réalisation de travaux dans les structures petites enfance, à hauteur de 63 552,00 €.
- **AUTORISE** le Président à signer tout document afférent à ce dossier et notamment la convention de financement.

DEB-2023-005 : Demande de subvention auprès de la caisse d'allocations familiales (CAF) au titre du fonds publics et territoires (FPT) pour la réalisation de travaux de rénovation au sein du relais petite enfance (RPE) et lieux d'accueil parent-enfant (LAEP) et l'acquisition d'un véhicule pour le conseiller numérique

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pont du Gard,
Vu la délibération du Conseil communautaire n° DE-2021-029 en date du 14 juin 2021 portant modification de délégation de pouvoir au Président et aux membres du Bureau et donnant délégation au Bureau pour solliciter les subventions auprès des organismes financeurs et autoriser la signature des conventions de financement afférentes,
Considérant qu'il convient de réaliser des travaux de rénovation au sein du relais petite enfance (RPE) et lieux d'accueil parent-enfant (LAEP),
Considérant qu'il convient d'acquérir un véhicule électrique utilitaire pour la conseillère numérique.

La Vice-Présidente expose aux membres de l'assemblée communautaire que la Communauté de communes du Pont du Gard souhaite solliciter une aide financière de la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour la réalisation de travaux de rénovation au sein du relais petite enfance (RPE) et lieux d'accueil parent-enfant (LAEP) ainsi que l'acquisition d'un véhicule pour la conseillère numérique.

Il est donc proposé aux membres de l'assemblée communautaire de solliciter la subvention auprès de la CAF au titre du fonds publics et territoire (FPT) comme suit :

- **Réalisation de travaux de rénovation au sein du relais petite enfance (RPE) et lieux d'accueil parent-enfant (LAEP) :**

Dépenses	Montant en € HT	Recettes	Montant en € HT
RPE / LAEP : Création d'un sas (entrée et bureau) Lieu d'accueil parent-enfant	10 440,00 €	Caisse d'allocations familiales (CAF) (80,00 %)	8 352,00 €
		Autofinancement (20,00 %)	2 088,00 €
Total	10 440,00 €	Total	10 440,00 €

- Acquisition d'un véhicule pour le conseiller numérique :

Dépense	Montant en € HT	Recettes	Montant en € HT
Véhicule électrique utilitaire	27 105,00 €	Caisse d'allocations familiales (CAF) (80,00 %)	21 684,00 €
		Autofinancement (20,00 %)	5 421,00 €
Total	27 105,00 €	Total	27 105,00 €

Le bureau communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité.

- **DECIDE** de solliciter une subvention auprès de la CAF au titre du fonds publics et territoire (FPT) pour le financement de la réalisation de travaux dans le relais petite enfance (RPE) et lieux d'accueil parent-enfant (LAEP), à hauteur de 8 352,00 €.
- **DECIDE** de solliciter une subvention auprès de la CAF au titre du fonds publics et territoire (FPT) pour le financement de l'acquisition d'un véhicule pour la conseillère numérique à hauteur de 21 684,00 €.
- **AUTORISE** le Président à signer tout document afférent à ce dossier et notamment les conventions de financement.

DEB-2023-026 : Demande de subventions d'investissement auprès de l'Etat pour l'acquisition d'un broyeur de branches

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pont du Gard,

Vu la délibération du Conseil communautaire n° DE-2021-029 en date du 14 juin 2021 portant modification de délégation de pouvoir au Président et aux membres du Bureau et donnant délégation au Bureau pour solliciter les subventions auprès des organismes financeurs et autoriser la signature des conventions de financement afférentes,

Considérant qu'il convient de prévenir les risques incendies de forêt et de végétation,

Considérant qu'il convient d'acquérir du matériel de débroussaillage tel qu'un broyeur de branches.

Le Vice-Président expose aux membres de l'assemblée communautaire que la Communauté de communes du Pont du Gard souhaite solliciter une aide financière auprès de l'Etat pour l'acquisition d'un broyeur de branches. Ce matériel de débroussaillage permet de prévenir les risques incendies de forêt et de végétation.

Il est donc proposé aux membres de l'assemblée communautaire de solliciter les subventions d'investissement auprès de l'Etat comme suit :

Dépense	Montant en € HT	Recettes	Montant en € HT
Acquisition d'un broyeur de branches	23 879,00 €	Etat (subvention d'investissement) (40,00 %)	9 551,60 €
		Etat (Fonds vert) (40,00 %)	9 551,60 €
		Autofinancement (20,00 %)	4 775,80 €
Total	23 879,00 €	Total	23 879,00 €

Le bureau communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité.

- **DECIDE** de solliciter une subvention d'investissement auprès de l'Etat le financement de l'acquisition d'un broyeur de branches, à hauteur de 9 551,60 €.
- **DECIDE** de solliciter une subvention auprès de l'Etat au titre du Fonds vert pour le financement de l'acquisition d'un broyeur de branches, à hauteur de 9 551,60 €.
- **AUTORISE** le Président à signer tout document afférent à ce dossier et notamment les conventions de financement.

DEB-2023-027 : Demande de subvention auprès de l'Etat au titre du Fonds vert pour l'acquisition de box à vélos

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pont du Gard,
Vu la délibération du Conseil communautaire n° DE-2021-029 en date du 14 juin 2021 portant modification de délégation de pouvoir au Président et aux membres du Bureau et donnant délégation au Bureau pour solliciter les subventions auprès des organismes financeurs et autoriser la signature des conventions de financement afférentes,
Considérant qu'il convient d'acquérir des box à vélos qui seront installés sur les aires de covoiturage d'Aramon et de Montfrin.

Le Vice-Président expose aux membres de l'assemblée communautaire que la Communauté de communes du Pont du Gard souhaite solliciter une aide financière auprès de l'Etat pour l'acquisition de box à vélos. Ces box seront installés sur les aires de covoiturage d'Aramon et de Montfrin.

Il est donc proposé aux membres de l'assemblée communautaire de solliciter la subvention auprès de l'Etat au titre du Fonds vert comme suit :

Dépenses	Montant en € HT	Recettes	Montant en € HT
Acquisition de box à vélos pour l'aire de covoiturage d'Aramon	19 000,00 €	Etat (Fonds vert) (80,00 %)	30 400,00 €
Acquisition de box à vélos pour l'aire de covoiturage de Montfrin	19 000,00 €	Autofinancement (20,00 %)	7 600,00 €
Total	38 000,00 €	Total	38 000,00 €

Le bureau communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité.

- **DECIDE** de solliciter une subvention auprès de l'Etat au titre du Fonds vert pour le financement de l'acquisition de box à vélos pour les aires de covoiturage d'Aramon et de Montfrin, à hauteur de 30 400,00 €.
- **AUTORISE** le Président à signer tout document afférent à ce dossier et notamment la convention de financement.

DEB-2023-028 : Candidature de la Communauté de communes du Pont du Gard à l'Appel à projets du Programme National pour l'Alimentation (PNA) 2023-2024 Vers la stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pont du Gard,
Vu la délibération du Conseil communautaire n° DE-2021-029 en date du 14 juin 2021 portant modification de délégation de pouvoir au Président et aux membres du Bureau et donnant délégation au Bureau pour présenter la candidature de la communauté de communes au titre des appels à projets et solliciter toute aide financière en conséquence.

Le Vice-Président expose aux membres de l'assemblée communautaire que l'Appel à projets du Programme National pour l'Alimentation (PNA) 2023-2024 est désormais ouvert.

Intitulé « vers la Stratégie nationale pour l'Alimentation, la Nutrition et le Climat », cet Appel à projet a vocation à accompagner les projets des collectivités qui s'inscriront dans les nouvelles orientations de la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat, et s'articule autour de 2 volets :

- Volet 1 : émergence de nouveaux Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) ;

- Volet 2 : Développement de projets structurants nationaux, interrégionaux ou régionaux. Ces projets visent notamment à développer des actions :
 - o Couvrant les différentes dimensions de l'alimentation et de la nutrition saines et durables : l'évolution vers une offre alimentaire, des régimes et des pratiques alimentaires de meilleure qualité nutritionnelle et environnementale, la promotion de la consommation de produits durables et de qualité, la lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires, l'éducation à l'alimentation durable, la lutte contre la précarité alimentaire, la préservation de l'environnement et de la biodiversité, la diversification des sources de protéines... ;
 - o Accompagnant les secteurs de la transformation, de la distribution, de la restauration commerciale et collective, les projets alimentaires territoriaux ou encore le grand public et les acteurs relais.

Cet Appel à projets est doté d'une enveloppe globale de 2,84 millions d'euros. Il réunit le soutien du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (Direction générale de l'alimentation) à hauteur de 1,3 million d'euros, de l'Agence de la transition écologique (Ademe) à hauteur de 1 million d'euros, du ministère de la santé et de la Prévention (Direction générale de la santé) à hauteur de 340 000 euros et du ministère des Solidarités et des Familles (Direction générale de la cohésion sociale) à hauteur de 200 000 euros.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 janvier 2024. Il est donc proposé au bureau communautaire d'approuver la candidature de la Communauté de communes du Pont du Gard à l'Appel à projets du programme national pour l'alimentation (PNA) 2023-2024.

Le bureau communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité.

- **VALIDE** la démarche s'engageant à y associer les moyens financiers adéquats.
- **APPROUVE** la candidature de la Communauté de communes du Pont du Gard à l'Appel à projets du programme national pour l'alimentation (PNA) 2023-2024.
- **APPROUVE** le dépôt du dossier de candidature dans ce cadre.
- **SOLLICITE** les aides financières d'un montant le plus élevé possible auprès des organismes financeurs suivants :
 - o Le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (Direction générale de l'alimentation) ;
 - o L'Agence de la transition écologique (Ademe) ;
 - o Le ministère de la santé et de la Prévention (Direction générale de la santé) ;
 - o Le ministère des Solidarités et des Familles (Direction générale de la cohésion sociale) ;
 - o Et de tout autre partenaire financier.
- **AUTORISE** le Président à signer tout document afférent à ce dossier.

PARTIE SANS DELIBERATIONS

Questions diverses :

- **Police de la publicité extérieure :**

La police de la publicité extérieure était gérée jusqu'à présent par les services de la DDTM. Une loi qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2024 prévoit le transfert de cette compétence à l'intercommunalité à l'exception des communes de plus de 3 500 habitants. Dès lors, la commune d'Aramon ne serait pas concernée par ces mesures.

Le gouvernement a récemment déposé un amendement sur le projet de loi visant à supprimer le transfert du pouvoir de police administrative spéciale au Président de l'EPCI.

Ne s'agissant pas d'un transfert automatique, il convient de connaître quelles sont les communes qui souhaitent conserver la police de la publicité extérieure.

Afin d'harmoniser ces mesures pour l'ensemble du territoire, les membres du bureau sollicitent l'établissement d'un règlement général commun. Thierry ASTIER propose l'organisation d'un groupe de travail pour fixer les règles d'un fonctionnement commun. Les services communautaires communiqueront aux communes une synthèse de la réglementation ainsi que le règlement national.

- **Constitution d'un groupement de commandes pour un marché relatif à la fourniture de repas en liaison froide : organisation d'un groupe de travail :**

Le contrat actuel de restauration collective conclu avec l'entreprise TERRES DE CUISINE se terminera le 31 août 2024. Ainsi, il convient de passer un nouveau contrat à partir du 1^{er} septembre 2024. Pour adhérer à ce groupement de commandes, les communes intéressées par la conclusion de ce contrat doivent délibérer avant le 31 janvier 2024.

Début janvier 2024, il est prévu d'organiser un groupe de travail visant à définir le type de menu souhaité. Florian SCANDELLA se charge de fixer une date pour l'organisation du groupe de travail.

Les élus souhaitent savoir quelles sont les communes qui ont conclu l'avenant avec l'entreprise TERRES DE CUISINE car certaines communes n'ont à ce jour, eu aucune sollicitation de la part de l'entreprise.

Thierry ASTIER indique avoir assisté à une réunion avec les services départementaux portant sur le transfert des compétences eau et assainissement et s'inquiète de la prise de retard sur la préparation du transfert desdites compétences.

- **Coordination des dates des vœux des communes 2024 :**

Des demandes portant sur les dates d'organisation des vœux 2024 ont été adressées aux communes afin de permettre de réunir l'ensemble des conseillers communautaires.

- **Présentation de la PS JEUNES :**

La prestation services jeunes Remoulins a pour objectif de développer et de faire évoluer l'offre d'accompagnement et les activités proposées aux jeunes pendant leur temps libre. Le principe repose sur le financement par la CAF d'un animateur qualifié accompagnant les jeunes dans l'émergence et la réalisation de leur initiative. En août 2022, la commune de Remoulins a candidaté à un appel à projets et cette prestation a été mise en place durant le premier trimestre 2023.

Diverses prestations ont déjà eu lieu, l'animateur suit dix jeunes en difficulté, propose des animations et désamorce certaines situations pour des jeunes âgés de 12 à 25 ans. Il intervient actuellement au collège de Remoulins. Cette prestation fait partie de l'axe 2 de la convention territoriale globale (CTG) visant à accompagner la jeunesse vers son autonomie. Ainsi, la CAF peut financer 50 % de la prestation pour un montant maximum de 25 000 € pour 1 ETP.

La commune de Remoulins sollicite la CCPG pour financer cette prestation en 2024. Cette prestation faisant partie de l'axe 2 de la CTG, la CCPG peut financer ces prestations. La commune et l'association se chargent du recrutement d'un nouvel animateur car celui actuellement en poste ne souhaite pas renouveler son contrat de travail.

Si la CCPG prend en charge les prestations, les missions de l'animateur seront revues afin que l'ensemble des communes puissent en bénéficier, par exemple, des interventions pourront avoir lieu sur le collège d'Aramon.

Un lieu d'accueil pour la PS jeunes a été identifié sur la commune de Remoulins, d'ailleurs la CAF a validé ce lieu. Cette dernière financerait jusqu'à 80 % des travaux d'aménagement. Les travaux à réaliser sont estimés à 20 000 €.

Nicolas CARTAILLER expose que pour l'aménagement du local situé en face du collège, la commune de Remoulins a demandé l'autorisation de travaux afin de modifier la destination du bâtiment.

Laurence TRAPIER indique que ce dispositif peut être renouvelé chaque année auprès de la CAF. Cela fait parti d'un axe de la CTG avec la CAF. Ces actions seront inscrites au budget 2024 si les communes acceptent que la CC prenne en charge des actions.

Selon Philippe MARCHESI, la gendarmerie est favorable sur le principe qu'un jeune puisse intervenir en tant que « grand frère » auprès des jeunes du territoire.

- **Devenir du canal de Beaucaire :**

Une réunion a eu lieu à la préfecture le 25 avril 2023 et une autre le 7 novembre 2023 à la CCPG.

Avant la tenue de la dernière réunion, deux idées avaient été proposées :

- Gaël DUPRET, maire de Sernhac : utiliser l'espace du canal comme une zone de compensation du ZAN ;
- Thierry BOUDINAUD : installer des panneaux photovoltaïques sur tout ou partie du canal pour compenser financièrement l'entretien du canal.

Les élus évoquent l'état dégradé de certaines parties du canal et évoquent aussi que certaines parties jouent un rôle de bassin de rétention d'eau.

Cet ouvrage demeure remarquable de par ses caractéristiques hydrauliques. En effet, par gravité, l'eau coule depuis Remoulins jusqu'à Fourques et fut construit sous Napoléon III. Cet ouvrage fait partie du patrimoine historique et culturel et mérite d'être mis en valeur, par exemple, en créant par endroit des parcours de découverte de la biodiversité...

La question à laquelle doivent répondre les élus de la CCPG, porte sur l'acquisition du canal pour 1 € symbolique. L'idée poursuivie étant de réaliser des activités autour du canal qui permettront de compenser les frais d'entretien.

Ainsi, un courrier a été adressé à la DDTM pour exposer la situation du canal : installation de panneaux photovoltaïques, ZAN, site naturel de compensation...

Selon la DDTM, les panneaux peuvent être installés sur certaines zones telles que NU. En parallèle, le canal de Provence a été consulté car ses services mènent actuellement une réflexion liée à l'installation d'ombrières photovoltaïques sur une partie du canal.

Dès lors, il est conseillé de rencontrer les responsables de la DDTM pour approfondir la discussion sur l'acquisition du canal de Beaucaire.

Les élus considèrent que l'organisation de plusieurs activités autour du canal est une piste de travail à privilégier mais relèvent d'autres difficultés liées à son entretien, telles que la présence de déchets, d'une faune nouvellement implantée...

- **Bornes interactives :**

Les bons de commandes relatifs au marché de fourniture et d'installation de panneaux à messages variables ont été notifiés à l'entreprise titulaire du marché. Les prestations se dérouleront durant la semaine 50 et la fin des travaux est fixée au 15 décembre 2023.

Au fur et à mesure de l'avancée des travaux, les anciens panneaux seront retirés. A ce jour, 19 panneaux ont été commandés, il est prévu d'en commander 5 supplémentaires en 2024.

Il est précisé que les agents chargés d'utiliser les panneaux seront formés le 15 décembre 2023.

Les bornes interactives permettront d'informer les administrés en dehors des horaires d'ouverture de la mairie des activités de cette dernière et la CCPG, et éventuellement de l'office de tourisme.

Les obligations en matière d'affichage et de publication d'actes (délibérations, arrêtés...) seront respectées au moyen de ces bornes installées à l'extérieur de la mairie et seront donc accessibles en permanence.

Comme pour les panneaux à messages variables, l'acquisition de ces bornes sera réalisée par la Communauté de communes du Pont du Gard, d'où la proposition de créer un groupe de travail spécifiquement dédié à la mise en œuvre de ce projet.

- **Vente du bâtiment 1 rue des trois aveugles par la Commune de Remoulins :**

Le bâtiment accueillant l'office de tourisme à Remoulins a été mis en vente par la commune de Remoulins au prix de 515 000 €. La commune permet à la CCPG de se positionner en tant qu'acquéreur de ce bâtiment.

Florian SCANDELLA expose qu'une rencontre est prévue avec les services de la commune car dans le cadre du transfert de la compétence tourisme à la CCPG, ce bâtiment a été mis à disposition gratuitement.

Pierre PRAT pose la question de l'acquisition de ce bien. Les élus ne souhaitent pas formaliser une offre d'achat pour ce bien.

- **Estimation des Domaines pour le terrain situé à côté du siège de la CCPG :**

Le terrain d'une superficie d'environ 1 500 m² se situant à côté de la CCPG a été mis en vente au prix de 650 000 €. Le service des domaines a été saisi afin d'obtenir une estimation financière pour ce bien. Il s'avère que le service des domaines estime ce bien à 220 000 € HT. Aussi, l'actuel propriétaire avait acheté ce terrain à la commune de Remoulins pour un prix de 219 000 €.

Dès lors, il convient de savoir si la CCPG émet une proposition d'achat pour ce bien au prix des domaines. Les services communautaires vérifieront la compatibilité des documents d'urbanisme de la commune de Remoulins avec l'accueil d'un siège sur ce terrain. Les élus acceptent de présenter une offre d'achat au prix des domaines des domaines.

- **Courrier reçu relatif à l'alerte sur l'avenir de notre Communauté de communes :**

Le 6 novembre 2023, le Président a reçu un courrier adressé par trois conseillers communautaires pour évoquer l'avenir de la CCPG en raison du départ de la commune de Castillon du Gard.

Les élus échangent sur le mode de gouvernance, la mise en œuvre de la dotation de solidarité communautaire et le départ de la commune de Castillon du Gard.

Le Président propose d'organiser un rendez-vous afin d'améliorer les conditions de travail jusqu'à la fin du mandat. Une conférence des maires sera organisée le 15 janvier 2024. Le prochain conseil communautaire aura lieu le 18 décembre 2023 à Pouzilhac.

La séance est levée à 21 heures 2 minutes.

Fait à Collias, le 4 décembre 2023.

Le Président
Pierre PRAT

Le secrétaire de séance
Jean-Marie MOULIN